

les défauts dont on l'accuse de l'autre. Quoique je ne prétende pas pouvoir rien dire de neuf sur la question, ni jeter aucune lumière nouvelle sur l'avenir qui se forme devant nous, je ne veux pas cependant, au sujet du vote le plus important qui puisse être donné dans une législature coloniale, enregistrer le mien sans faire connaître auparavant quelques unes des raisons qui me poussent à en agir ainsi. Il est un fait que tout le monde a pu remarquer dans cette discussion, c'est celui que depuis l'ouverture du débat il n'a été rien fait, ni proposé de nouveau. Le programme de la confédération est exactement le même qui a été adressé sous forme de communication quasi-particulière aux députés il y a quatre mois. Les auteurs du projet n'y ont rien ajouté ni retranché, et ils nous ont dit franchement et carrément que nous ne pourrions rien y ajouter ni en rien retrancher. Les adversaires du projet, de leur côté, tout en le condamnant, ne nous ont rien offert pour le remplacer. Rien n'est plus facile que de trouver des défauts à l'œuvre d'autrui; c'est un talent que chacun possède et que peu d'entre nous cherchent à mettre sous le boisseau. Aussi, quoiqu'étant favorable au projet et ne sachant trop que dire de neuf à son sujet, vais-je en appeler d'abord à mes instincts critiques. L'hon. député de Montréal-Centre (M. ROSE) a dit dans son excellent discours que, ne pouvant améliorer la mesure, nous devions nous abstenir d'y trouver des défauts. Je ne pense pas ainsi; je crois qu'au contraire, malgré leur approbation de la mesure en général, il est du devoir des députés qui parlent de la question, d'en signaler les défauts pour y remédier ultérieurement. (Écoutez !) Et d'abord, pour discuter la confédération à mon propre point de vue, je dirai que j'ai longtemps espéré voir toutes les provinces anglaises de cette partie du continent unies sous le même gouvernement stable, persuadé, comme je l'ai toujours été depuis mon arrivée en ce pays, que nous possédons dans nos ressources naturelles tous les éléments propres à asseoir les bases d'une puissance nouvelle sur ce continent. J'ai néanmoins craint, lorsqu'on nous fit entrevoir le projet l'an dernier, que le temps ne fût pas encore tout à fait arrivé pour mettre à exécution une telle combinaison. Je craignais que la séparation politique et sociale presque complète qui avait toujours existé entre nous et les provinces d'en-bas ne fût de cette union prématurée

une cause de malaise continuel, et il me semblait qu'on aurait d'abord dû, avant de faire une alliance politique avec nos voisins des provinces du golfe, cultiver les relations de société et de commerce : telles furent les idées qui se présentèrent à moi lorsque le projet de confédération naquit d'une façon si inopinée à la fin de la dernière session. J'avouerai que je n'ai pas encore pu me débarrasser de mes craintes sur le fait que nous nous unissons lorsque nous ne nous connaissons pas encore assez et avant d'avoir appris de nous convenir les uns aux autres. (Écoutez ! écoutez !) Voilà en quoi consistent mes objections générales, non au principe de la confédération, mais à la diligence avec laquelle on a cherché à le faire adopter, et qui menace d'entraver notre avenir en essayant de le mettre à exécution. J'ai une très forte objection contre les détails de la mesure, que je tiens à exprimer, bien que je sache que ce n'est ici ni le temps ni le lieu d'y porter remède : je veux parler du principe fédéral du projet. Je désapprouve énergiquement, sinon le principe ou la théorie fédérale, du moins les résultats pratiques du système; et les éloges chaleureux qu'en a faits l'hon. président du conseil (M. BROWN), en citant l'exemple des États-Unis, pas plus que la défense modérée qu'en a faite mon hon. ami le ministre de l'agriculture (M. MCGEE), n'ont pu modifier une seule de mes idées à cet égard. Quoique le système fédéral du gouvernement ait tendu à favoriser les progrès matériels des États-Unis—lesquels progrès un tel pays, habité par une telle population, eut pu atteindre, de l'aveu de tous, sous aucune forme libre de gouvernement,—quoique, dis-je, le régime fédéral ait développé les progrès matériels des États-Unis, il ne me paraît pas avoir élevé, du moins au point de vue politique, le niveau moral du peuple américain. Le résultat le plus remarquable et le plus désastreux de ce système de gouvernement a été de donner naissance à des politiques plutôt qu'à des hommes d'état; les premiers se voient partout, les derniers se font chercher. Et je craindrais beaucoup qu'avec le Canada divisé de nouveau, les petits parlements de chaque province ne soient une école préparatoire pour ces hommes qui font de la politique un trafic, et dont la présence dans la législature générale, à laquelle ils aspireront tous, ne sera propre qu'à baisser le niveau des questions et de la moralité politiques, que nous pourrions, au